

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral N° 54219/2026/46
Autorisant la société Dragages du Pont de Lescar
à exploiter une carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires
aux lieux-dits Les Champs d'en Bas et Les Champs d'en Haut
sur la commune d'Abos**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 110-1, L.163-1, L. 171-1 à L. 171-12, L.181-12, L. 411 - 1A, L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14, et son titre 1^{er} du livre V et les articles L. 214-1 et suivants ;
- VU** le code minier ;
- VU** le code du patrimoine ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2017 portant dématérialisation de l'enquête annuelle sur l'activité des carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 10 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine n° 75-2024-1342 du 18 novembre 2024, définissant les modalités de saisine pour la mise en œuvre de mesures d'archéologie préventive préalables à un aménagement réalisé par tranches successives ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GEREST, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025/BAE/013 en date du 1^{er} août 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Dragages du Pont de Lescar, en vue de l'ouverture d'une nouvelle carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires sur la commune d'Abos ;
- VU** l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma régional des carrières (SRC) de Nouvelle-Aquitaine du 18 septembre 2025 ;
- VU** la demande présentée le 6 août 2024, complétée en dernier lieu le 24 juin 2025, par la société Dragages du Pont de Lescar, en vue d'obtenir une autorisation environnementale pour l'ouverture d'une nouvelle carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires sur la commune d'Abos ;
- VU** le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 30 mai 2025 ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication de l'enquête par affichage et voie de presse ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du code de l'environnement ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Abos, Bézingrand, Os-Marsillon et Tarsacq ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 7 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date du 17 février 2026 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 18 février 2026 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le courrier électronique du pétitionnaire en date du 24 février 2026 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnée à l'article L211-1 du code de l'environnement, en visant notamment, à assurer la protection de la ressource en eau et la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L.122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R181-18 à R181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le schéma régional des carrières susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L.512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la prescription d'éloignement de la zone d'extraction à au moins 100 mètres des habitations est de nature à prévenir les nuisances des riverains, engendrées par les travaux d'extractions et de remblaiement de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Dragages du Pont de Lescar, ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIREN 095 782 223 et dont le siège social est situé Avenue du Vert Galant – CS 30466 – 64230 Lescar, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de graves alluvionnaires sur le territoire de la commune d'Abos aux lieux-dits Les Champs d'en Bas et Les Champs d'en haut (coordonnées Lambert 93 de l'accès principal à la carrière X= 411 443 et Y= 6 258 091), sous le numéro SIRET 095 782 223 00069.

1.1.2 Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2510-1	A	Exploitation de carrière	Superficie totale : 215 478 m ²	Production maximale commercialisée : 500 000 t/an
2515-1b	D	Broyage, concassage et criblage de produits minéraux	Groupe mobile de criblage	Puissance installée ≤ 200 kW

(*) A : autorisation ; D : déclaration

1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	Bassin versant	Surface d'environ : 21,5 ha

(*) A (autorisation)

1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants :

Commune	Section	Lieu dit	Numéro des parcelles	Superficie autorisée (m ²)	Superficie autorisée à l'extraction (m ²)
ABOS	ZA	Les Champs d'en Bas	30	38 242	30 778
			34	55 171	47 320
			43	22 121	14 909
			45	4 306	3 655
			46	7 687	6 474
			47	14 717	12 381
			48	2 162	1 845
			49	3 046	1 300
			51	7 120	3 429
		Les Champs d'en Haut	55	9 265	6 726
			56	32 171	27 075
			57	15 798	12 247
			62	3 672	3 615
			Superficie totale		171 754

Le plan de situation et le plan parcellaire sont joints en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

1.2.4 Autres limites de l'autorisation

1.2.4.1 *Droit de propriété*

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.3 .

1.2.4.2 *Éloignement des excavations*

Le bord des travaux doit être éloigné d'au moins 100 mètres de toute habitation.

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques et du cours d'eau affluent de la Juscle. Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous-cavage est interdit.

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

1.3.1 Conformité

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.3.2 Récolement

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.4.1 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé à l'article 1.2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois au moins avant la fin de l'autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

1.4.2 Caducité

I. – L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

II. – Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de phasage des garanties financières, en annexe 7 présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) <i>Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</i>	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée
1	de la date de notification du présent arrêté (n) à n + 5 ans après cette date	$C_r = 509\,884$	S1 = 0,14 ha S2 = 8,99 ha L3 = 1 250 m
2	de n + 5 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 10 ans après cette date	$C_r = 618\,541$	S1 = 0,42 ha S2 = 10,69 ha L3 = 1 590 m
3	de n + 10 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 15 ans après cette date	$C_r = 533\,069$	S1 = 1,08 ha S2 = 9,72 ha L3 = 765 m

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.5.4

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,50 (juin 2025)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

1.5.2 Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.4 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période, au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Méthode d'actualisation :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{(1 + TVAn)}{(1 + TVAr)}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_n$: indice TP01 base 2010 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_r$: indice TP01 base 2010 de juin 2025 (130,50)

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable en juin 2025 (0,20).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou, est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

1.5.5 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties

financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

1.5.6 Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

1.5.8 Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 1.5.2 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1 Porter à connaissance

En application des articles L181-14 et R181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R181-45

1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3 Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

1.6.4 Cessation d'activité

En l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : espace naturel et paysager.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de la carrière, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci et met en œuvre les dispositions prévues aux articles L.512-6-1, R.512-39 à R.512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L512-6-1 et R512-39-1 à R512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

ARTICLE 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS

1.7.1 Redevance archéologie préventive

Le présent arrêté vaut fait générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux des premières autorisations ou ceux des extensions.

1.7.2 Diagnostic archéologique

Conformément au code du patrimoine, et notamment son livre V relatif à l'archéologie, le préfet de région a formulé par arrêté n°75-2024-1342 du 18 novembre 2024 des prescriptions d'archéologie préventive, la réalisation de ces travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant doit transmettre au préfet du département des Pyrénées-Atlantiques, l'attestation délivrée par le préfet de région qui justifie de l'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles.

Une copie de cette attestation doit également être transmise à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

1.8.1 Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

1.8.2 Comité de suivi de l'environnement

Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé :

- de représentants de la commune d'Abos et de Bésingrand ;
- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des administrations publiques concernées si nécessaire ;
- de représentants d'associations de protection de l'environnement concernées ;
- des riverains au site, non représentés par une association.

L'exploitant présente notamment à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et les dispositions réglementaires du présent arrêté. Tout autre sujet relatif à l'exploitation de la carrière et aux conditions de sécurité pour les tiers pourra être abordé.

Le comité de suivi définit ses conditions de travail et se réunit au moins une fois par an.

ARTICLE 1.9 SANCTIONS

1.9.1 Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L.171-8 à L.171-10 ainsi qu'à l'article L.514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

Les carrières et les installations annexes sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.1.2 Moyen de communication

L'exploitant doit s'assurer que le personnel présent sur la carrière dispose d'un moyen de communication opérationnel sur place pour alerter les services de secours en cas de nécessité.

2.1.3 Aménagements préliminaires

2.1.3.1 Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.1.3.2 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

1. des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ;
2. des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ;
3. des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Un piquetage matérialise le retrait de 100 mètres par rapport à l'habitation sud-ouest (annexe 4).

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

2.1.3.3 Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.

2.1.3.4 Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Le raccordement est stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

2.1.4 Mise en service de la carrière

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 2.1.3.1 à 2.1.3.4 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières, prescrit à l'article 1.5.2 est transmis au préfet ;
- le plan de gestion des déchets d'extraction, prescrit à l'article 2.1.8.3, est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire d'Abos la mise en service de l'installation.

2.1.5 Dispositions d'exploitation

2.1.5.1 Technique de décapage

Préalablement aux travaux de décapage, les canalisations d'eau pour l'irrigation agricole sont déplacées dans la bande des 10 mètres.

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le matériel utilisé pour la manipulation mécanique des terres, doit limiter le tassement, le matériel léger à chenilles larges est privilégié.

Le décapage est réalisé en période sèche, de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les terres végétales sont stockées sous la forme de merlons végétalisés d'une hauteur maximale de 2 m, ou directement utilisés pour la remise en état. S'ils sont stockés, ils sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

Les stériles de découverte sont stockés sous forme de cordons ou stocks de moins de 2 m de hauteur, ou utilisés directement pour la remise en état des banquettes au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

2.1.5.2 Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie d'Abos, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles avec copie à l'inspection des installations classées.

2.1.6 Fonctionnement de la carrière

2.1.6.1 Rythme de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement hors jours fériés sont :

- du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 17 h.

Aucune activité n'est autorisée les dimanches et jours fériés.

2.1.6.2 Modalités d'extraction

L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- une exploitation à ciel ouvert en fosse en partie en eau, sans pompage d'exhaure ;
- les matériaux sont extraits à l'aide d'une pelle hydraulique sur chenilles puis mis en andain pour égouttage ;
- les matériaux sont repris par un chargeur sur pneus pour approvisionner les camions routiers qui assurent le transfert vers les installations de traitement, présente au nord du site ;
- l'extraction et la remise en état sont réalisées en trois phases quinquennales ;
- les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont présents en annexe 3 du présent arrêté.

2.1.6.2.1 Valorisation du gisement et des co-produits

Dans les limites des contraintes environnementales, techniques et économiques, l'exploitant veille à exploiter au maximum le gisement disponible tout en limitant la surface impactée par l'exploitation, et à étudier les possibilités de valorisation des excédents et des co-produits, sans pour autant nuire au projet de remise en état.

2.1.6.2.2 Cotes et tonnage d'extraction

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 108 m NGF.

La cote du terrain naturel varie de 116 à 119 m NGF de l'ouest vers l'est ;

Le tonnage maximum annuel à extraire est de 500 000 t.

Le volume total de graves alluvionnaire à extraire est de 1 002 500 m³.

La densité moyenne du gisement est de 2 t/m³.

Le tonnage maximum annuel de déchets inertes à accueillir est de 120 000 t.

Le volume maximum de déchets inertes à accueillir pour le remblai est de 867 500 m³.

La densité moyenne des déchets inertes extérieurs est de 1,8 t/m³.

2.1.6.2.3 Utilisation d'explosif

L'utilisation d'explosifs dans le cadre de l'extraction est interdite.

2.1.6.2.4 Berges et talus

La pente moyenne des berges et des talus est de 35°.

Une bande inexploitée de 10 mètres est préservée sur la totalité du périmètre, y compris en bordure du ruisseau affluent de la Juscle.

2.1.6.2.5 Merlons

Des merlons périphériques, séparant terre végétale et stériles de découverte sont stockés provisoirement sous forme de merlon en bordure du périmètre autorisé.

La hauteur de ces merlons est limitée à 2 mètres, et devront être végétalisés.

2.1.6.2.6 Ouvrage de franchissement du cours d'eau affluent de la Juscle

Les berges du cours d'eau et l'ouvrage de franchissement, doivent faire l'objet d'un suivi pour prévenir tout affaissement des berges et dégradation de l'ouvrage de franchissement.

2.1.6.2.7 Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation inertes et non dangereux

Le stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation inertes et non dangereux est réalisé de manière à assurer la stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que ces matériaux et terres non polluées, utilisés pour la remise en état de la carrière ou pour l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Le remblaiement devra permettre un retour à une topographie initiale avec un raccordement aux terrains environnants, variant de la cote 119 m NGF à l'est à 116 m NGF à l'ouest. Ce remblaiement sera constitué :

- d'un volume de déchets inertes extérieurs de 867 500 m³ ;
- d'un volume de fine de production de 110 300 m³ ;
- d'un volume de terre de découverte de 182 900 m³ ;
- d'un volume de terre végétale de 93 500 m³.

2.1.6.2.8 Groupe mobile de criblage

Un groupe mobile de criblage pourra être utilisé lors de la remise en place de la terre végétale.

2.1.6.3 *Apport de déchets inertes et non dangereux extérieurs*

L'apport et le stockage de déchets inertes et non dangereux est géré selon les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir uniquement l'admission des terres et cailloux (codes déchets : 17 05 04 et 20 02 02), tout autre déchet extérieur est interdit.

2.1.6.3.1 Conditions d'admission

Avant toute admission de déchets inertes et non dangereux, l'exploitant s'assure que cet apport a fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable adaptée aux conditions d'admissions et de stockages du site.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités et les caractéristiques des déchets, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

L'exploitant transmet par voie électronique les données de ce registre sur la base de données centralisée prévue à l'article R.541-43-1 du code de l'environnement.

2.1.6.3.2 Conditions de remblayage

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes internes au site ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière, limités aux produits de terrassement : terres et cailloux (code déchets : 17 05 04 et 20 02 02). En cas de doute sur le caractère inerte de ces produits, l'exploitant réalise préalablement à l'acceptation, un essai de lixivation et une analyse en application de l'annexe II de l'arrêté du 31 décembre 2004. Tous matériaux non listé ci-dessus est interdit.

Les matériaux ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bois, plastiques, ferrailles...). Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site.

Au moment de la mise en remblai définitive un contrôle ultime sera réalisé afin d'écarter les matériaux non inertes et les stocker dans une benne pour traitement par les filières agréées à la charge de l'exploitant.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

2.1.7 Évacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont transférés par camions entre la carrière et les installations de traitement des matériaux.

Les apports de déchets inertes sont réalisés par transport routier.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules entrant ou sortant du site ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- d'envols de poussières ;
- de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques.

Le matériau doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté. Si nécessaire, un dispositif de lavage des roues sera mis en place pour chaque véhicule sortant.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA).

2.1.8 Consignes et plans d'exploitation

2.1.8.1 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.1.8.2 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les clôtures et panneaux de signalisation ;
- les bornes visées à l'article 2.1.3.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.3 ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.

2.1.8.3 Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

2.2.1 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'objectif est de limiter les impacts paysagers de la carrière à toutes les échelles de temps et d'espace du territoire et donc de garantir une démarche paysagère de qualité et de bonne intégration de la carrière dans son environnement.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et d'accessibilité.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables, les déchets inertes extérieurs avant mise en remblais ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Pour limiter l'impact visuel, les merlons périphériques sont végétalisés et entretenus.

ARTICLE 2.3 REMISE EN ÉTAT

2.3.1 Conditions de remise en état

L'objectif de la remise en état est un réaménagement agricole.

La remise en état est conduite de façon progressive et coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état défini en annexe 8 du présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact, détaillées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- Remblaiement progressif des zones extraites ;
- Retour à une topographie initiale avec de faibles pentes et un raccordement aux terrains environnants ;
- Suppression de l'ensemble des merlons périphériques ;
- Reconstitution d'un sol fertile validé par un expert agronome indépendant ;
- En accord avec chaque propriétaire foncier et de la Chambre d'Agriculture, un réseau de drainage des parcelles agricoles remblayées est mis en place ;
- Si le suivi des eaux souterraines n'est plus prescrit, les piézomètres feront l'objet d'un rebouchage selon les prescriptions réglementaires en vigueur ;
- Validation de la fonctionnalité hydrologique du ruisseau affluent de la Juscle ;
- Validation de la fonctionnalité du réseau d'irrigation agricole ;
- Conservation de la ripisylve du ruisseau affluent de la Juscle ;
- Nettoyage général du site avec évacuation des déchets vers des filières adaptées ;
- Suppression des clôtures et des portails d'accès ;
- Suppression de la signalisation des dangers et d'interdiction d'accès.

Le réaménagement du site devra permettre de maintenir les trames écologiques existantes et la biodiversité.

La remise en état est réalisée afin de restituer des sols d'une qualité agronomique compatible avec l'usage futur prévu. À cet effet, l'exploitant pourra se rapprocher de toute structure compétente afin d'être conseillé sur les conditions de remise en état du sol à restituer.

La remise en état du site est réalisée de façon à favoriser la préservation des zones humides et leurs fonctionnalités.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 6 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 1.6.1 du présent arrêté.

2.3.2 Reconstitution agronomique des sols

Les travaux de remise en place de la sous-couche, et de la terre végétale, sont accompagnés par un expert agronome indépendant afin de valider les choix techniques susceptibles d'avoir un impact agronomique.

La valeur agronomique des sols reconstitués, pour les besoins des cultures précédemment réalisées sur ce secteur agricole, est validée par un expert agronome indépendant.

Des analyses périodiques destinées à caractériser la valeur agronomique des sols sont réalisées sur chaque parcelle reconstituée. Ces analyses caractérisent :

- l'état physique ;
- l'état organique ;
- le statut acido-basique ;
- le potentiel nutritif.

ARTICLE 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE

2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration inclut l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières prévue par l'arrêté du 7 juillet 2017. Elle sera remplie dans les mêmes conditions.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

ARTICLE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Articles 1.5.3 & 1.5.4	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01 base 2010
Article 1.5.2	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	Préalablement à la mise en service de la carrière
Article 1.7.2	Diagnostic archéologique	À l'issue de chaque phase du diagnostic
Article 2.1.8.2	Plan d'exploitation	Tous les ans
Article 2.1.8.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 2.3.1	Notification de chaque phase de remise en état	À chaque fin de phase d'exploitation
Article 2.4.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante.
Article 2.5.1	Rapport d'accident	Au plus 15 jours après l'évènement
Article 3.1.6	Compte rendu des mesures de suivi	Tous les ans
Article 5.2.2.4	Bilan annuel des retombées de poussières	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante
Article 6.1.1	Consommation et pompage des eaux	Tous les ans

Article 6.2.7	Contrôle des plans d'eau	Tous les trimestres, saisie sur GIDAF
Article 6.2.8	Contrôle des eaux souterraines	Tous les mois pour la piézométrie Tous les trimestres, saisie sur GIDAF
Article 6.2.9	Bilan du suivi des eaux	Tous les 3 ans
Article 7.2.3	Mesures de bruits	Tous les 6 mois pendant 3 ans puis annuel
Article 1.6.4	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté préfectoral

ARTICLE 3 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

ARTICLE 3.1 MESURES D'ÉVITEMENT DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

3.1.1 Suivi et gestion de l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation

L'installation de nouvelles espèces protégées sur la carrière durant la phase d'exploitation fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toute disposition pour ne pas porter atteinte aux individus, à leurs habitats, lieux de reproduction ou de repos. La destruction, le dérangement, la capture, le transport de ces espèces est notamment interdit. Le cas échéant, les travaux dans le secteur concerné ne pourront reprendre qu'après une démarche ERC (éviter, réduire, compenser). Si des impacts résiduels persistent, une demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées devra être déposée.

Afin de veiller à l'état de conservation des espèces protégées présentes, le personnel sur site de la carrière devra être sensibilisé voire formé aux enjeux de biodiversité spécifiques du site (reconnaissance des espèces protégées inféodées aux milieux pionniers, et connaissance générale de leur écologie).

3.1.2 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement

Durant toutes les phases du projet, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement conformément au dossier, notamment les mesures suivantes qui les précisent et les complètent.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que ces mesures soient communiquées aux entreprises qui réalisent les travaux au cours des phases de chantier et de démantèlement, puis à celles qui réalisent les opérations d'entretien de la végétation lors de la phase d'exploitation. Il s'assure, en outre, que ces mesures sont respectées. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement.

3.1.3 Mesures d'évitement

ME 1 : Conservation du ruisseau affluent de la Juscle et de ses abords

Le ruisseau affluent de la Juscle, sera intégralement conservé. Les abords seront clôturés et la zone de franchissement sera aménagée pour prévenir toute dégradation des berges, du lit et de l'ouvrage de franchissement.

3.1.4 Mesures de réduction

MR 1 : Adaptation de la période des travaux sur l'année

- Les travaux de suppression de la végétation ont lieu durant l'automne et en hiver pour éviter les impacts sur les juvéniles des oiseaux. La fauche doit s'effectuer de l'intérieur du site vers la périphérie afin de permettre aux animaux qui s'y trouveraient de fuir en dehors de la zone d'exploitation.
- La réalisation du remblaiement sur les points d'eau de petites surfaces est interdite au printemps et en été pour éviter d'impacter les amphibiens pendant leur période de reproduction.

MR 2 : Circulation des engins et véhicules à faible vitesse

La limitation de la vitesse de circulation sur la carrière permettra de faciliter la fuite des espèces animales et limitera les émissions de poussières.

MR 3 : Réduction des nuisances lumineuses

Aucune activité nocturne n'est prévue sur le site et l'éclairage sera réduit à son strict nécessaire en période de faible luminosité et orienté vers le sol.

MR 4 : Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires

MR 5 : Limiter le développement d'espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur l'exploitation et ses abords, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules, la formation du personnel, le repérage, le balisage et l'élimination des stations d'espèces envahissantes existantes, la gestion de potentiels déchets verts issus du dégagement des emprises, l'apport de matériaux et la remise en état du site.

MR 6 : Limiter les émissions de poussières

Les soulèvements de poussières liés à la circulation des engins et camions seront limités par arrosage des pistes.

MR 7 : Gestion du risque de pollution

Aucun gros entretien d'engins n'est réalisé sur le site.

Les opérations d'entretien quotidien et de ravitaillement en carburant sont réalisées au droit de l'aire étanche mobile et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels.

Pour les engins à mobilité réduite ou pelle d'extraction, le ravitaillement sera réalisé sur place en dehors de l'aire étanche, à condition de disposer, à proximité immédiate, des produits absorbant pour la récupération des liquides déversés accidentellement.

En cas de pollution accidentelle, les engins sont équipés de kits anti-pollution qui permettent de contenir la pollution. Les terres non décapées souillées seront collectées, puis éliminées par une entreprise spécialisée.

MR 8 : Maintenir les possibilités de circulation de la petite faune au niveau des zones clôturées

Les clôtures utilisées autour du site seront toutes surélevées de 20 cm pour permettre le passage de la petite faune.

MR 9 : Limiter la création de mares temporaires

Une attention particulière sera nécessaire afin d'éviter la création d'habitats temporaires favorables aux amphibiens lors de l'exploitation (ornières, dépressions susceptibles de se remplir d'eau).

Les pistes seront régulièrement entretenues afin de reboucher les éventuelles dépressions indésirables qui se seraient formées sous le passage répété des engins ou des camions.

Cette mesure permettra d'éviter la destruction d'individus au niveau de ces habitats temporairement générés par l'exploitation.

3.1.5 Mesures de compensation

MC 1 : Création d'un habitat d'intérêt communautaire

Afin de compenser la perte de 2,21 ha de l'habitat d'intérêt communautaire 6510-1 Prairies fauchées thermoatlantiques méso-hygrophiles du Sud-Ouest, un habitat du même type sera mis en place sur une parcelle située à l'extérieur du périmètre d'autorisation. Cette parcelle sera de surface équivalente à la superficie consommée dans le cadre du projet. Cette parcelle est agricole, et aujourd'hui cultivée. Elle devra appartenir à la société DRAGAGES DU PONT DE LESCAR ou faire l'objet d'une convention de gestion avec le propriétaire.

La nouvelle prairie devra être mise en place au moins 5 ans avant la destruction de la prairie initiale, afin de pouvoir être qualifiée d'habitat d'intérêt communautaire. Celle-ci seraensemencée par l'épandage des produits de fauche de la prairie initiale. Elle devra être fauchée selon la même régularité que la prairie initiale, et être maintenue tout au long de l'exploitation. Une attention particulière sera apportée à la présence éventuelle d'espèces exotiques envahissantes.

Un suivi de l'évolution de cet habitat est prévu en MS2.

3.1.6 Mesures de suivi

MS 1 : Suivis écologiques en phase d'exploitation

Des suivis écologiques seront menés par un prestataire externe pendant l'exploitation et dans le cadre du réaménagement coordonné, puis dans le cadre du réaménagement final. Ils viseront à :

- Diagnostiquer une éventuelle invasion d'espèce(s) indésirable(s) et proposer si nécessaire des mesures d'éradication (été) ;
- Suivre les populations d'amphibiens et d'oiseaux nicheurs au sein des zones d'extraction (printemps) ;
- Vérifier la bonne mise en défens et la gestion de l'habitat du Cuivré des marais (été).

Ce suivi écologique sera réalisé à raison de deux passages par année de suivi, au mois de mai et juillet, à T0+1, T0+2, T0+3, T0+4, T0+5, T0+7, T0+10, T0+15 ans.

MS 2 : Suivi de l'habitat d'intérêt communautaire

Un suivi annuel de la nouvelle prairie sera effectué pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans jusqu'à la fin de l'exploitation. Il visera à :

- Inventorier le cortège floristique afin d'ajuster la gestion si nécessaire ;
- Diagnostiquer une éventuelle invasion d'espèce(s) indésirable(s) et proposer des mesures d'éradication si nécessaire ;
- Vérifier l'utilisation de la prairie par l'avifaune.

Ce suivi écologique sera réalisé à raison de deux passages par année de suivi, au mois de mai et juillet, à T0+1, T0+2, T0+3, T0+4, T0+5, T0+7, T0+10, T0+15 ans.

Ces mesures de suivi font l'objet de la production de comptes-rendus qui sont transmis à l'inspection des installations classées.

3.1.7 Prévention de l'apparition et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes

Afin de prévenir l'apparition et le développement d'espèces exotiques envahissantes sur le site, l'exploitant doit porter une attention particulière aux apports de terres extérieures, aux opérations de valorisation des déchets du BTP sur site ou à la remobilisation des stocks de terre issues du décapage ou des stériles afin d'éviter la dissémination d'éventuelles espèces exotiques envahissantes.

L'exploitant prend également toutes précautions pour éviter la propagation de ces espèces hors du site que ce soit lors du transport de terres et de matériaux ou de leur élimination.

Des plans de gestion des espèces exotiques envahissantes sont, le cas échéant, élaborés puis mis en œuvre avec l'aide d'un écologue. L'efficacité de ces plans de gestion doit être évaluée.

Le personnel de la carrière doit être sensibilisé voire formé à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes présentes ou susceptibles d'être présentes sur le site, aux enjeux qui leur sont liés et aux méthodes de prévention et de gestion adaptées afin de pouvoir réagir rapidement en cas de détection d'une nouvelle espèce et d'éviter la propagation des espèces déjà présentes.

L'exploitant doit s'assurer de l'absence de développement d'espèces envahissantes en effectuant des suivis spécifiques durant l'exploitation de la carrière et la remise en état. La réalisation de ces suivis fait l'objet de comptes-rendus tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

3.1.8 Lutte anti-vectorielle

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes, notamment de moustiques, vecteurs de pathologies pour les humains ou les animaux domestiques.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter la constitution de gîtes larvaires, notamment en limitant la stagnation des eaux. À cet effet, la démoustication est effectuée en tant que de besoin ou sur demande de l'autorité en charge de la santé, dans le respect de l'environnement.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 4.1 GÉNÉRALITÉS

4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

4.1.2 Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée en bordure de chaque plan d'eau non-protégé par une clôture.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

4.1.3 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

Des dispositifs d'avertissement et de protection sont mis en place pour chaque sortie d'engins sous la ligne électrique haute tension.

ARTICLE 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.2.2 Les plans et signalétiques

Un plan d'intervention permettant aux services de secours d'identifier les lieux et de déterminer les risques est disponible sur le site. Ce plan d'intervention détachable doit : signaler les accès, les risques particuliers du site (électrique, hydrocarbures, zone d'extraction dangereuse, etc.).

Un plan de lutte contre les pollutions doit identifier : les organes d'isolement de la carrière avant rejet, l'emplacement des sources potentielles de pollution, l'emplacement des matériels propres à l'entreprise permettant de lutter contre les pollutions (bouchons obturateurs, boudin absorbants, absorbants en sac, etc.).

ARTICLE 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

4.3.1 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

4.3.2 Gestion des crues

Les zones en exploitation et réaménagées ne doivent pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues et ne doivent pas perturber le bon fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau à proximité. Ils doivent préserver les zones d'expansion des crues, voire jouer un rôle de bassin écrêteur de crues.

ARTICLE 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.4.1 Rétentions et confinement

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

- I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

En dehors des jours d'activité, les engins sont stationnés sur une aire étanche.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer au-dessus d'un bac étanche mobile ou un dispositif similaire, avec à disposition à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement.

Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

II. Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisé sur le site.

III. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Un barrage flottant et des dispositifs de lutte contre la pollution sont disponibles sur le site.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 6.2 ci-après.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

IV. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

4.4.2 Tuyauteries et fluides

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.

Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.

4.4.3 Pollution accidentelle des eaux

Toute anomalie, accident, déversement ou rejet, portant ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles, fait l'objet d'une information immédiate au gestionnaire du captage d'eau potable du champ captant d'Artix, à la délégation départementale de l'ARS 64, à l'inspection des installations classées et au maire de la commune d'Abos.

L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion adaptées pour supprimer la pollution.

Il informe l'inspection des installations classées et la délégation départementale de l'ARS 64, des résultats des investigations qu'il aura réalisées ainsi que des mesures qu'il aura prises ou envisagées.

ARTICLE 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

4.5.1 Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**5.1.1 Prévention de la pollution atmosphérique**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- la vitesse maximale autorisée sur le site est limitée à 20 km/h ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent pourra être installé ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

5.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

5.1.3 Optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de double flux

Dans la mesure du possible, l'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter la circulation de véhicules à vide et promouvoir la pratique de double-flux.

ARTICLE 5.2 REJETS A L'ATMOSPHÈRE**5.2.1 Mise en œuvre des contrôles**

Le contrôle des niveaux d'empoussièrement et les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

5.2.2 Retombées de poussières dans l'environnement

5.2.2.1 Plan de surveillance des émissions de poussières

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- (a) au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- (b) le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- (c) une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Type de stations de mesures	Situation
a	T : Jauge témoin au nord-est du site
b	P1 : Maison située rue de la Plaine au nord du site P2 : Maison située rue des Pyrénées, au nord-ouest du site P3 : maison située 3 Route de Bésingrand, au Sud-Ouest du site P4 : maison située route de Pau, au Sud-Est du site P5 : maison située impasse Tuyaret, au Nord-Ouest du site
c	C1 : Limite nord du site

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges)

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2.2.2 Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 5.2.1 .

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.2.4 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur ci-dessus et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.2.4 ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

5.2.2.3 Mise en place d'une station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

5.2.2.4 *Bilan annuel des retombées atmosphériques*

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

6.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les eaux utilisées sur le site proviennent :

- du réseau public de distribution d'eau potable ;
- du pompage dans le plan d'eau.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente :

- volume d'eau du réseau public d'eau potable ;
- volume du pompage pour les besoins industriels.

6.1.1.1 *Usages domestiques*

L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.

6.1.1.2 *Usages industriels*

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site.

L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, lavage des roues, provient du circuit de pompage des eaux dans le plan d'eau.

ARTICLE 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

6.2.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement, aire de ravitaillement...) ;
- les eaux domestiques : les eaux de vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté.

6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

6.2.3 Localisation du point de rejet

Aucun point de rejet dans le réseau d'eaux superficielles n'est autorisé.

6.2.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. L'exploitant s'assure de l'absence de ruissellement de ces eaux en dehors des ouvrages de collecte et de traitement.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.5 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

6.2.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Valeurs ou concentrations maximales
pH	entre 5,5 et 8,5
Température	< 30° C
Matières en suspension totales (MEST)	< à 35 mg/l
Couleur mg de Pt/l	< 100
DCO en mg/l (lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l)	< 125
Hydrocarbures en mg/l	< 10

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

6.2.7 Contrôle de la qualité des eaux des plans d'eau

Un contrôle de paramètres définis à l'article 6.2.6 ci-dessus est effectué trimestriellement.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.

6.2.8 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant assure un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraine.

Point de mesure	Coordonnées en Lambert 93 en m	Type de milieu
Puits de contrôle PZ 1 en amont	X : 411 650 Y : 6 258 089	Eau souterraine
Puits de contrôle PZ 2 en amont	X : 411 425 Y : 6 257 853	
Puits de contrôle PZ 3 en aval	X : 411 065 Y : 6 258 545	
Puits de contrôle PZ 4 en aval	X : 410 735 Y : 6 258 420	

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Chaque mois, des relevés du niveau piézométrique sont réalisés. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les analyses portent sur les paramètres définis ci-après :

Paramètres	Autosurveillance
pH	Trimestrielle
Température	Trimestrielle
Matières en suspension totales (MEST)	Trimestrielle

Conductivité en $\mu\text{S}/\text{cm}$	Trimestrielle
DCO en mg/l	Trimestrielle
Hydrocarbures en mg/l	Trimestrielle
HAP en $\mu\text{g}/\text{l}$	Trimestrielle
Métaux lourds totaux (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn)	Trimestrielle
Nitrates en $\text{mg O}_2/\text{l}$	Trimestrielle
Azote nitrique en $\text{mg N-NO}_3/\text{l}$	Trimestrielle
Hauteur du niveau piézométrique en m NGF	Trimestrielle

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement.

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.

Si des résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou une variation anormale des paramètres suivis, l'exploitant informe immédiatement, l'inspection des installations classées, l'ARS 64, le gestionnaire du captage d'eau potable du champ captant d'Artix et le Maire d'Abos. L'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de cette pollution ou variation constatée. Il informe l'inspection des installations classées, l'ARS 64, le gestionnaire du captage d'eau potable du champ captant d'Artix et le Maire d'Abos, du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

6.2.9 Transmission et analyse des résultats

L'exploitant établit un bilan triennal des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant.

Ce bilan triennal reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires. En tant que de besoin, l'exploitant accompagne ce bilan d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements.

6.2.10 Gestion des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**7.1.1 Aménagements**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**7.2.1 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan joint au présent arrêté en annexe 6.

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Durant les trois premières années d'extraction, les mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont effectuées semestriellement. Ensuite, le suivi sera réalisé annuellement.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 7.3 VIBRATIONS

7.3.1 Réponse vibratoire

Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.

ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 8.1 PRINCIPES DE GESTION

8.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

8.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

8.1.3 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.1.4 Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

ARTICLE 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de PAU :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

ARTICLE 9.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Abos, et peut y être consultée.
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Abos pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire d'Abos ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir, les mairies :
 - Abos
 - Artix
 - Bézingrand
 - Denguin
 - Labastide-Cézeracq
 - Labastide-Monrejeau
 - Lahourcade
 - Monein
 - Mourenx
 - Nogueres
 - Os-Marsillon
 - Parbayse
 - Pardies
 - Tarsacq
 - la communauté de communes Lacq-Orthez
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.3 EXÉCUTION

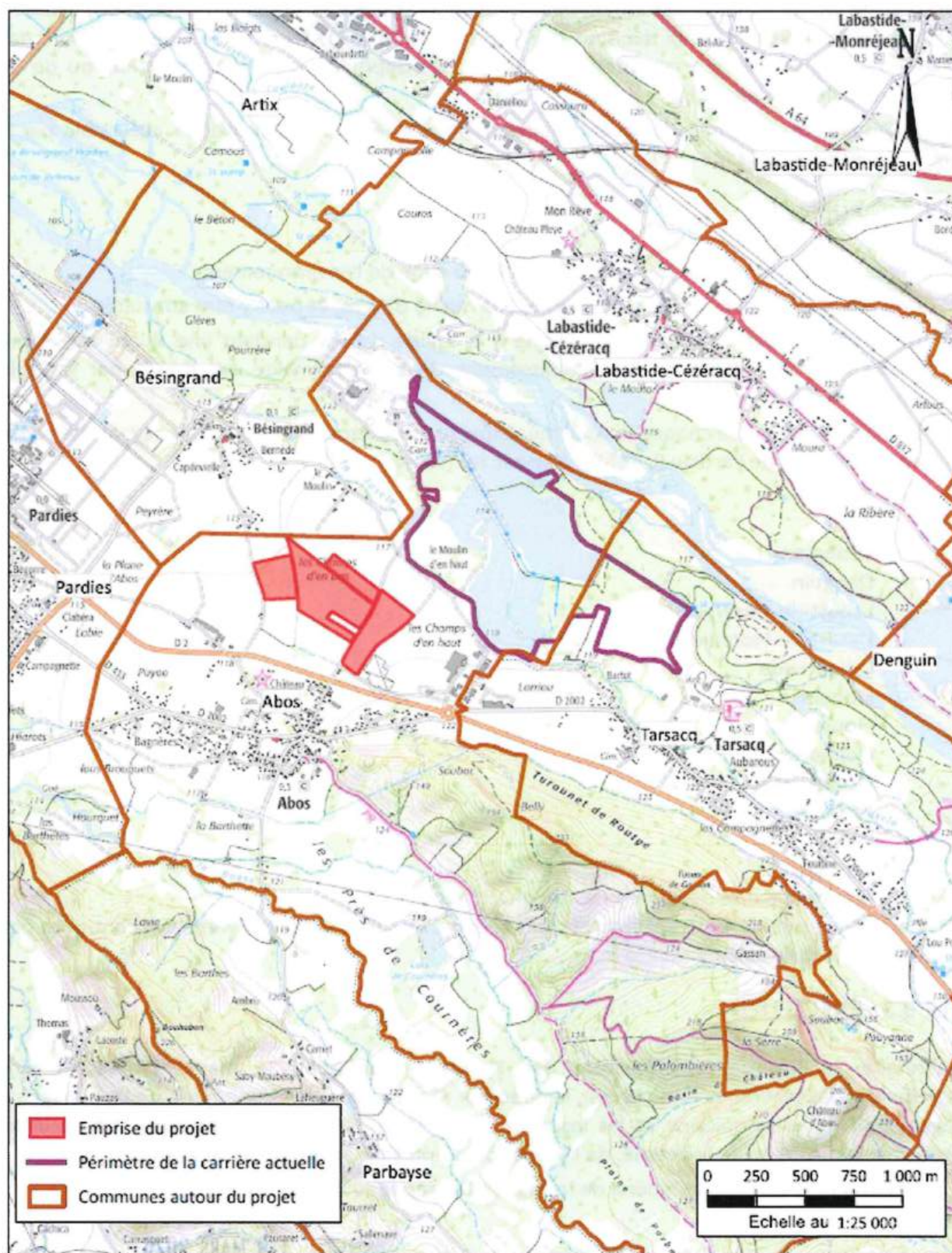
Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire d'Abos, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur Général de la société Dragages du Pont de Lescar.

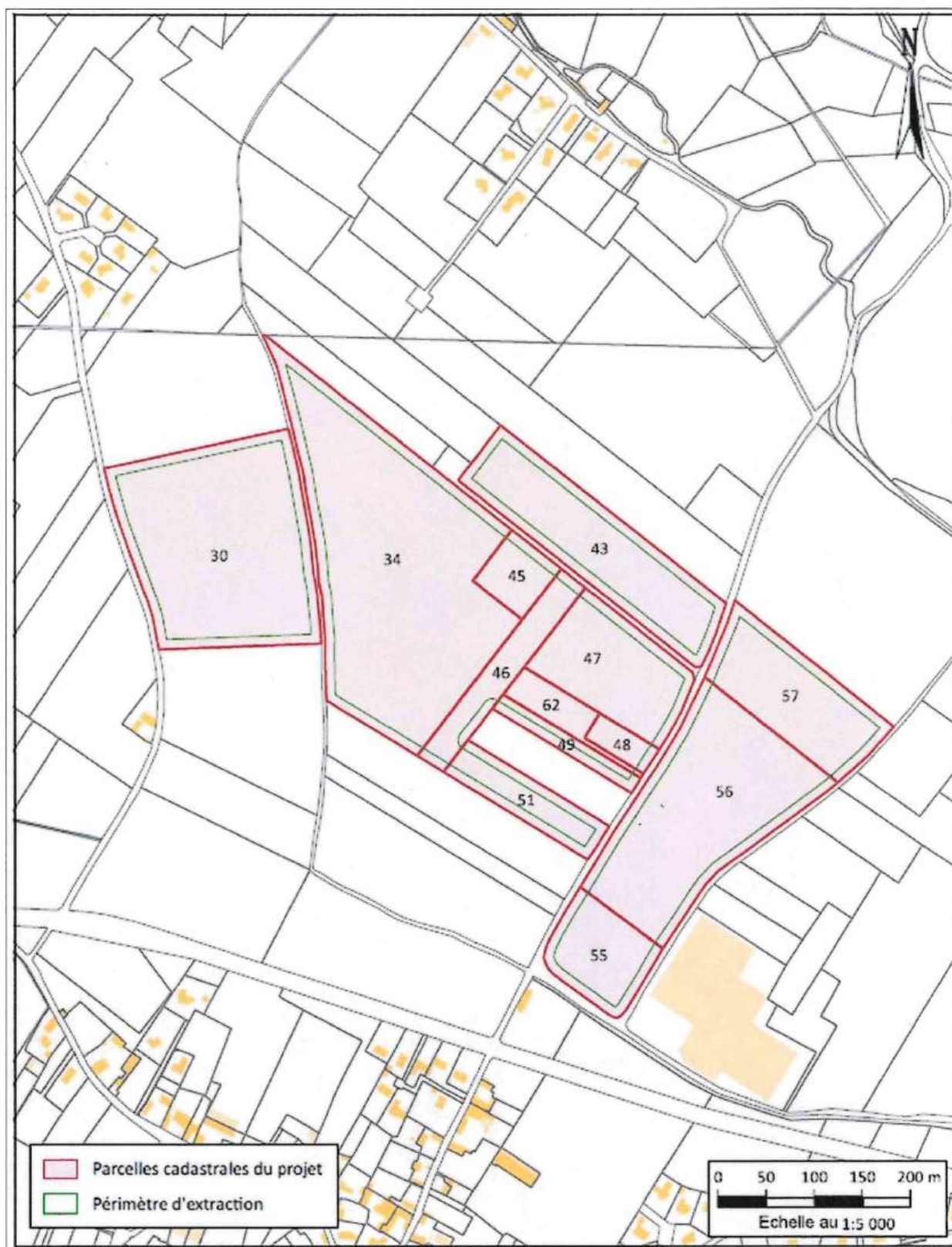
Pau le **19 MARS 2026**
Le Préfet

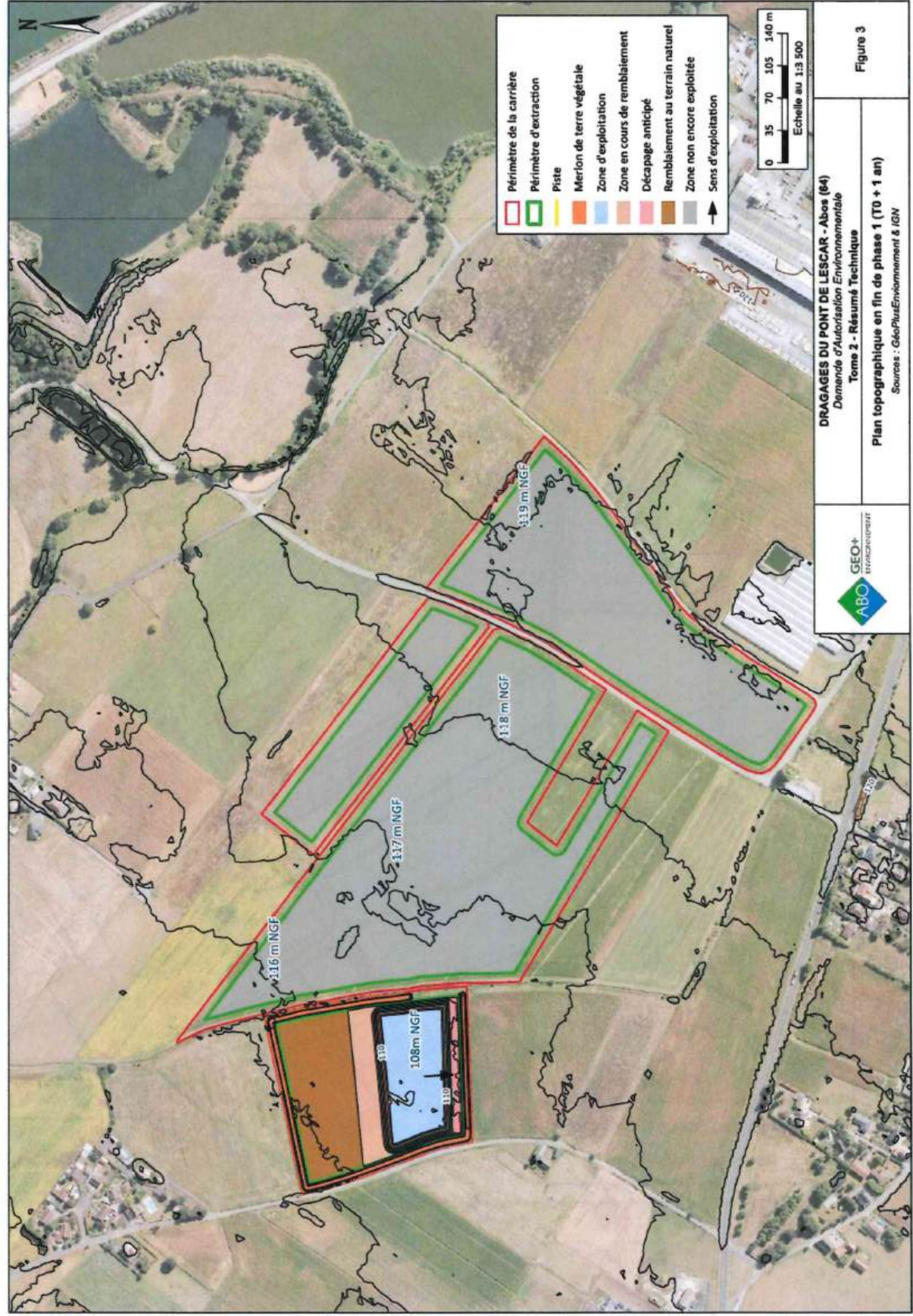

Jean-Marie GIRIER

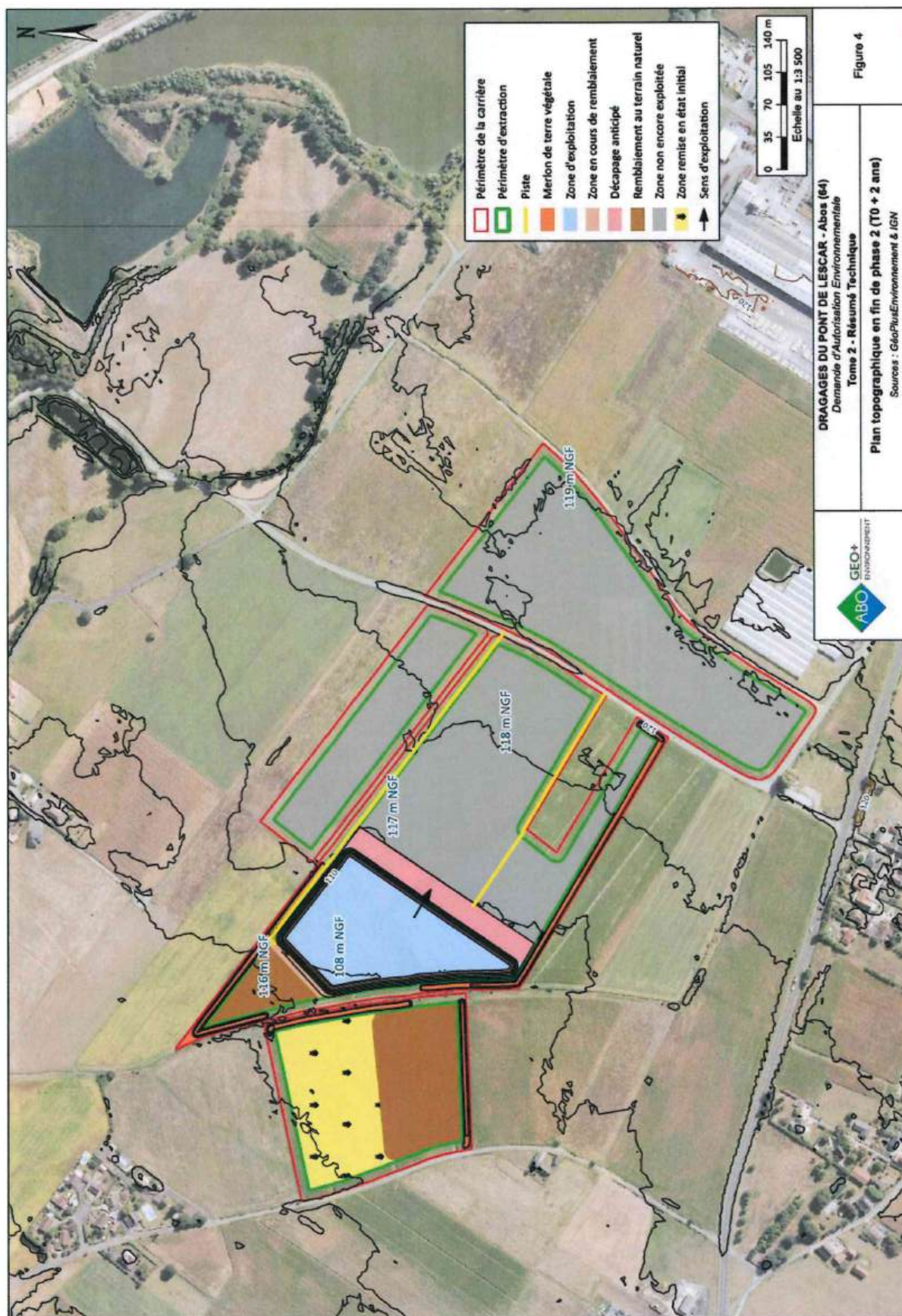
ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION

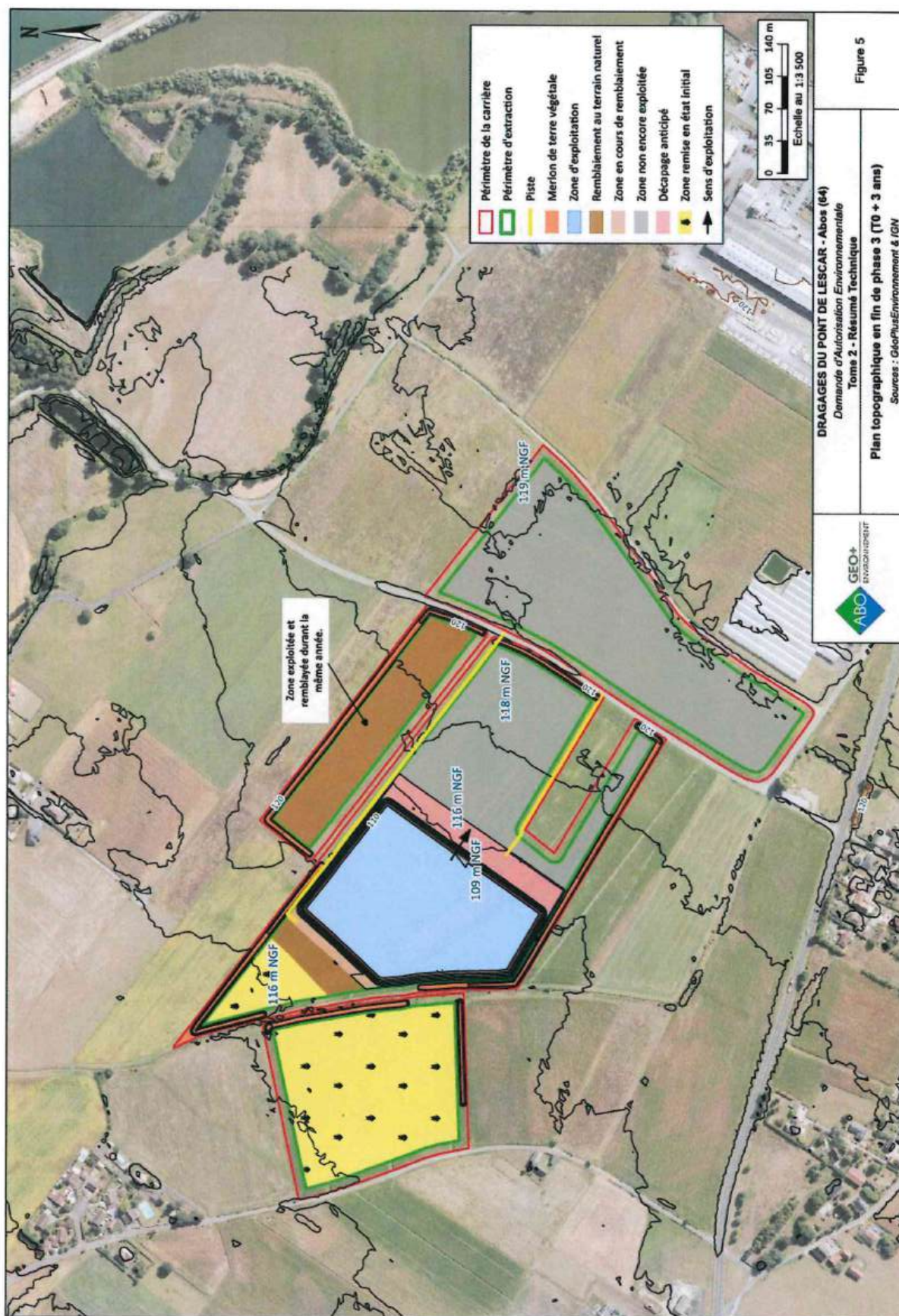


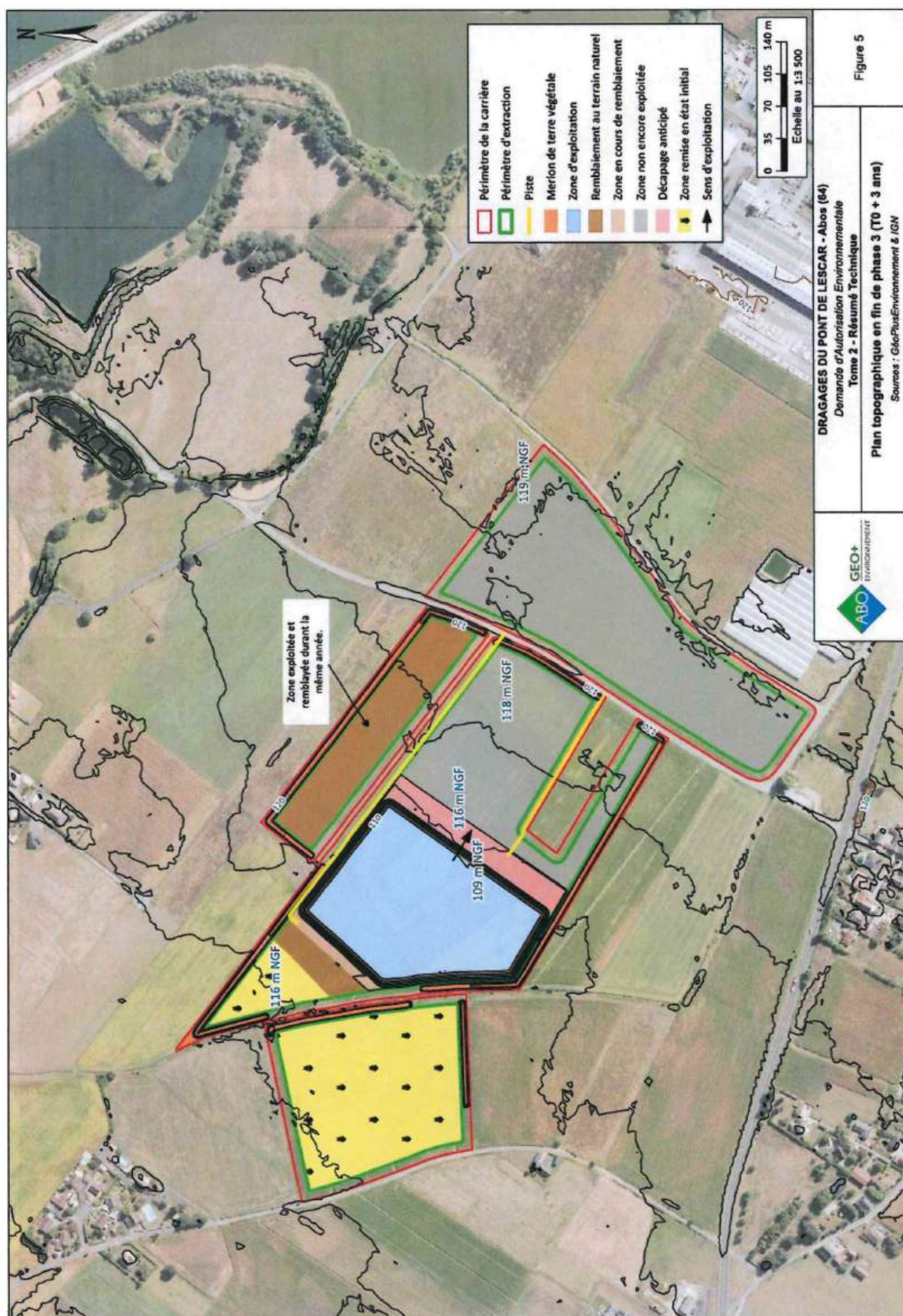
ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE

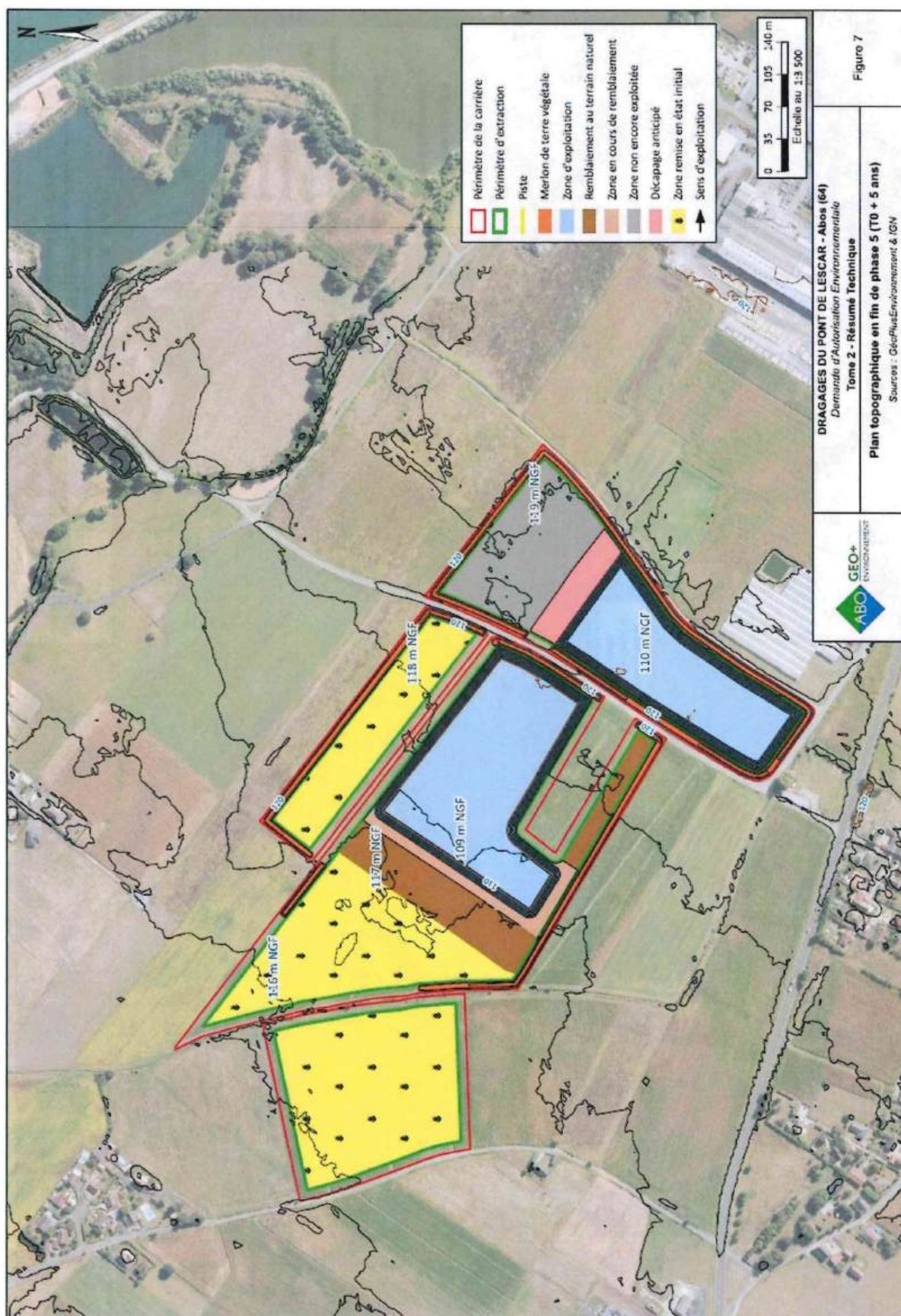


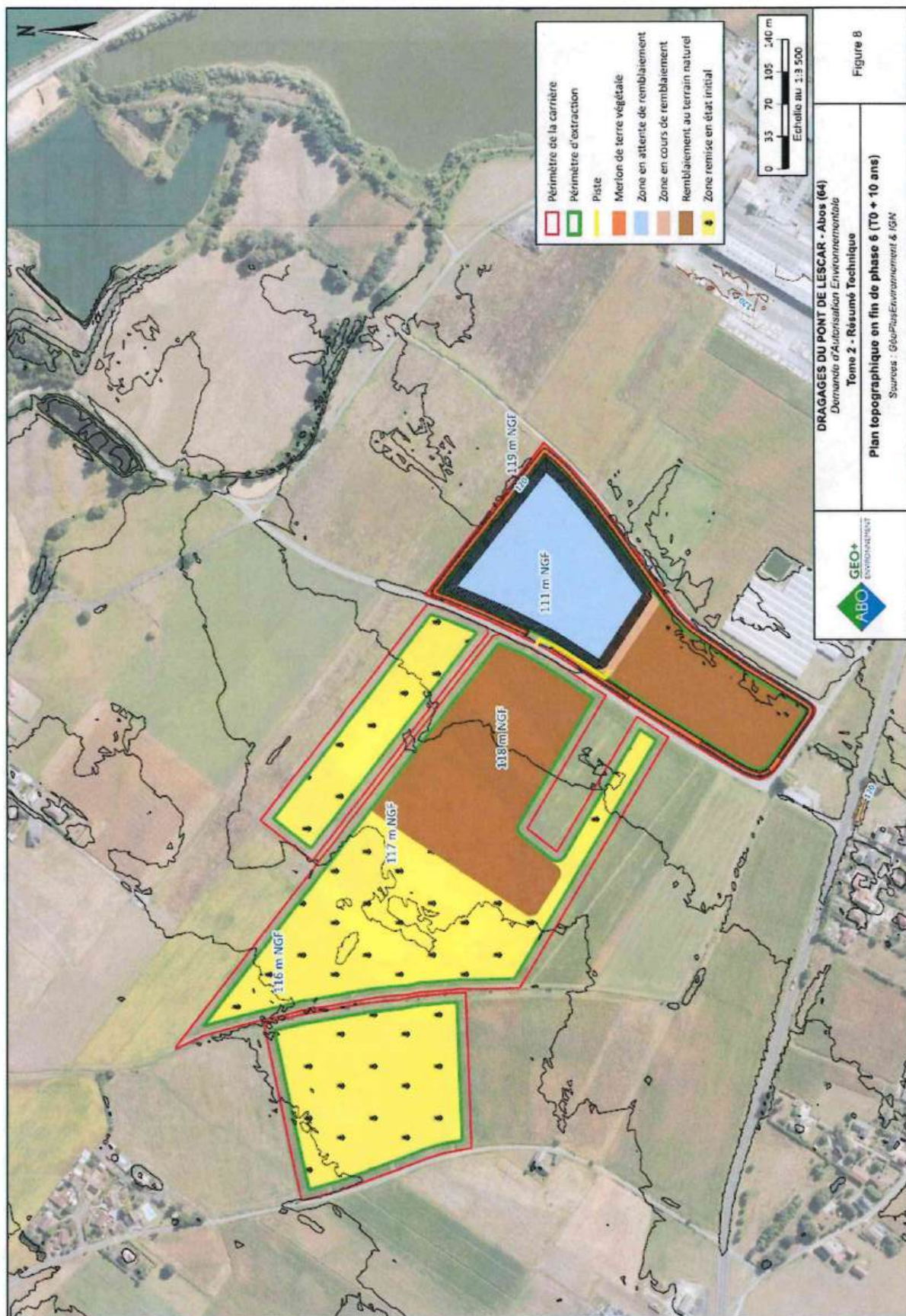


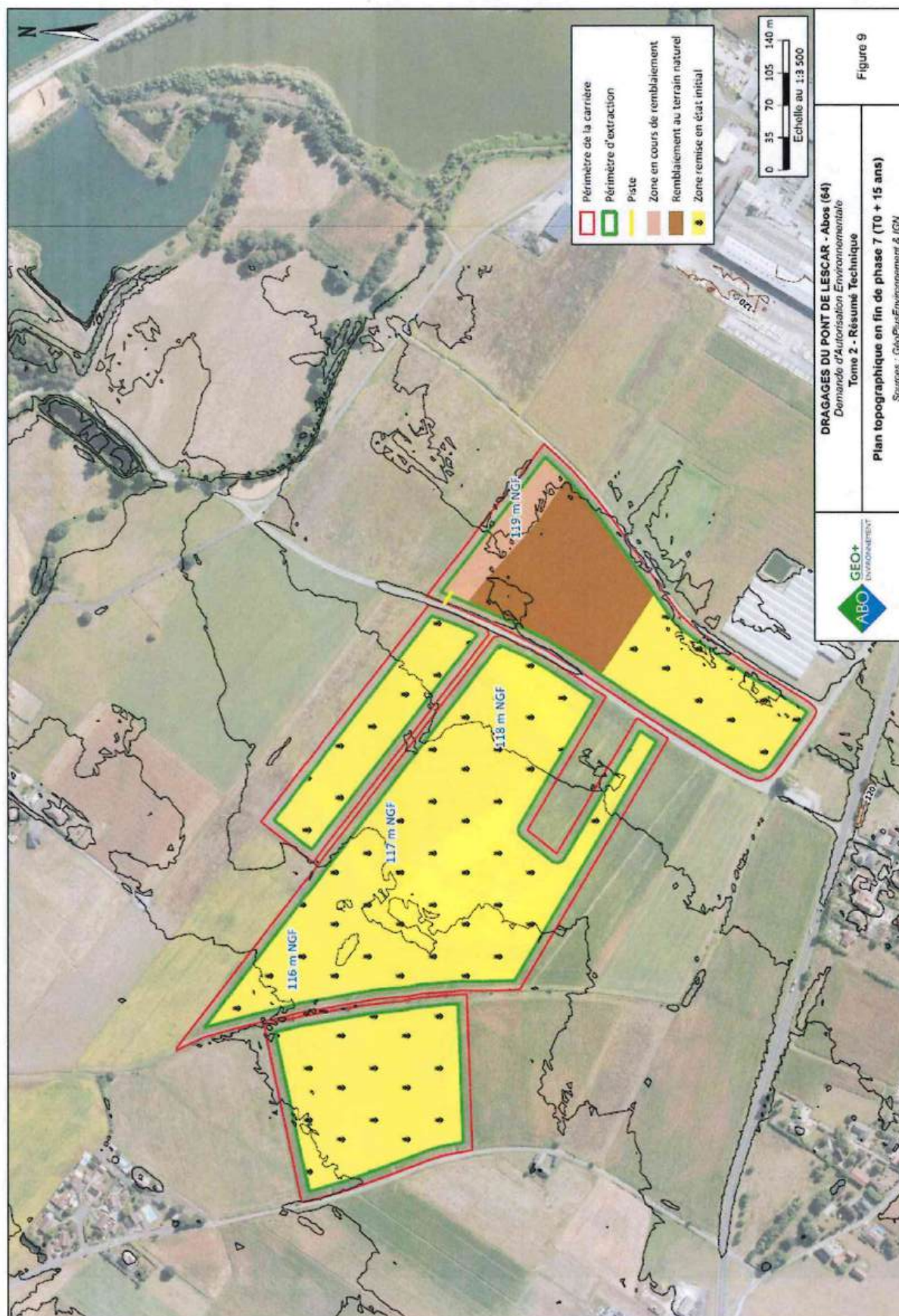




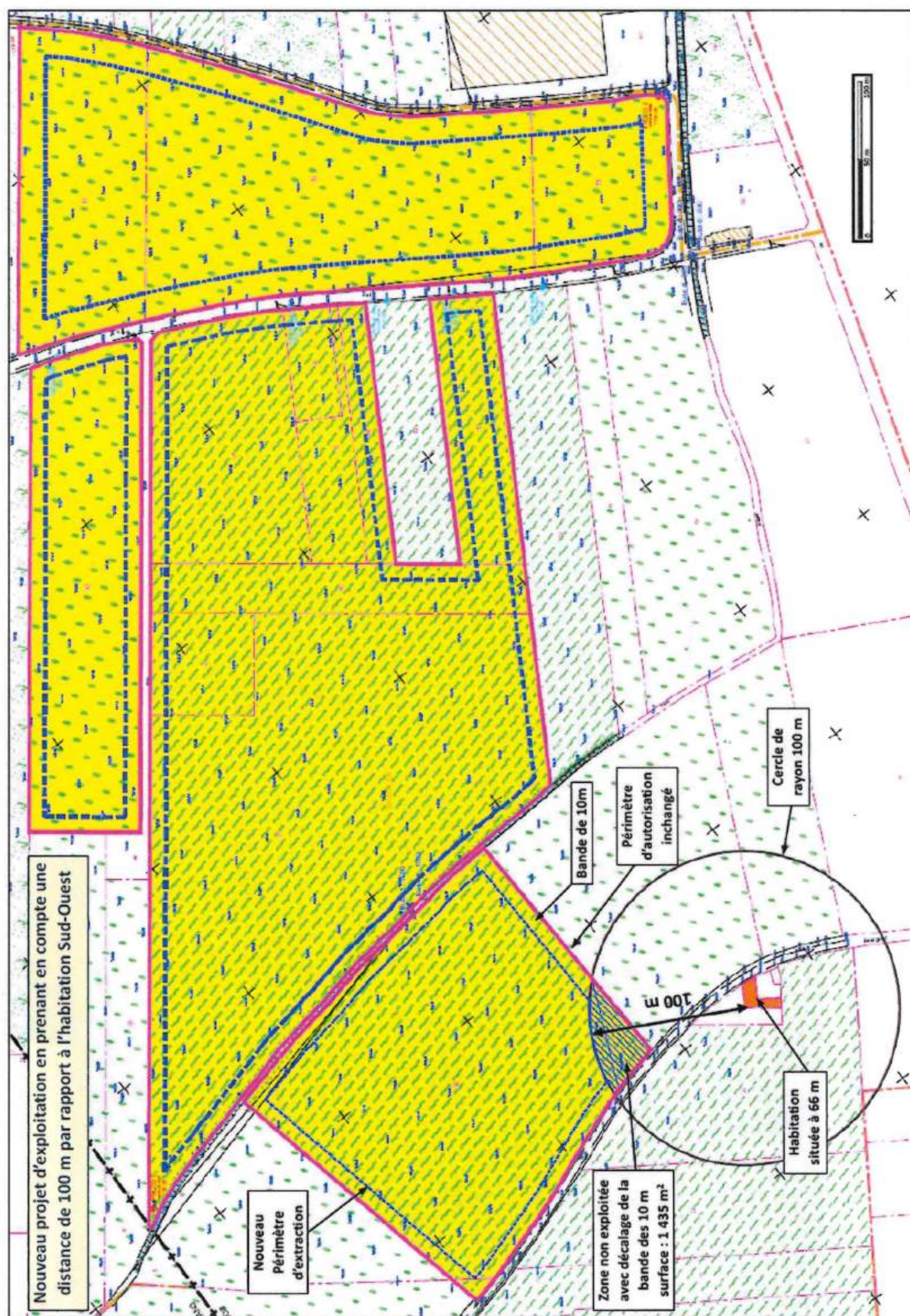


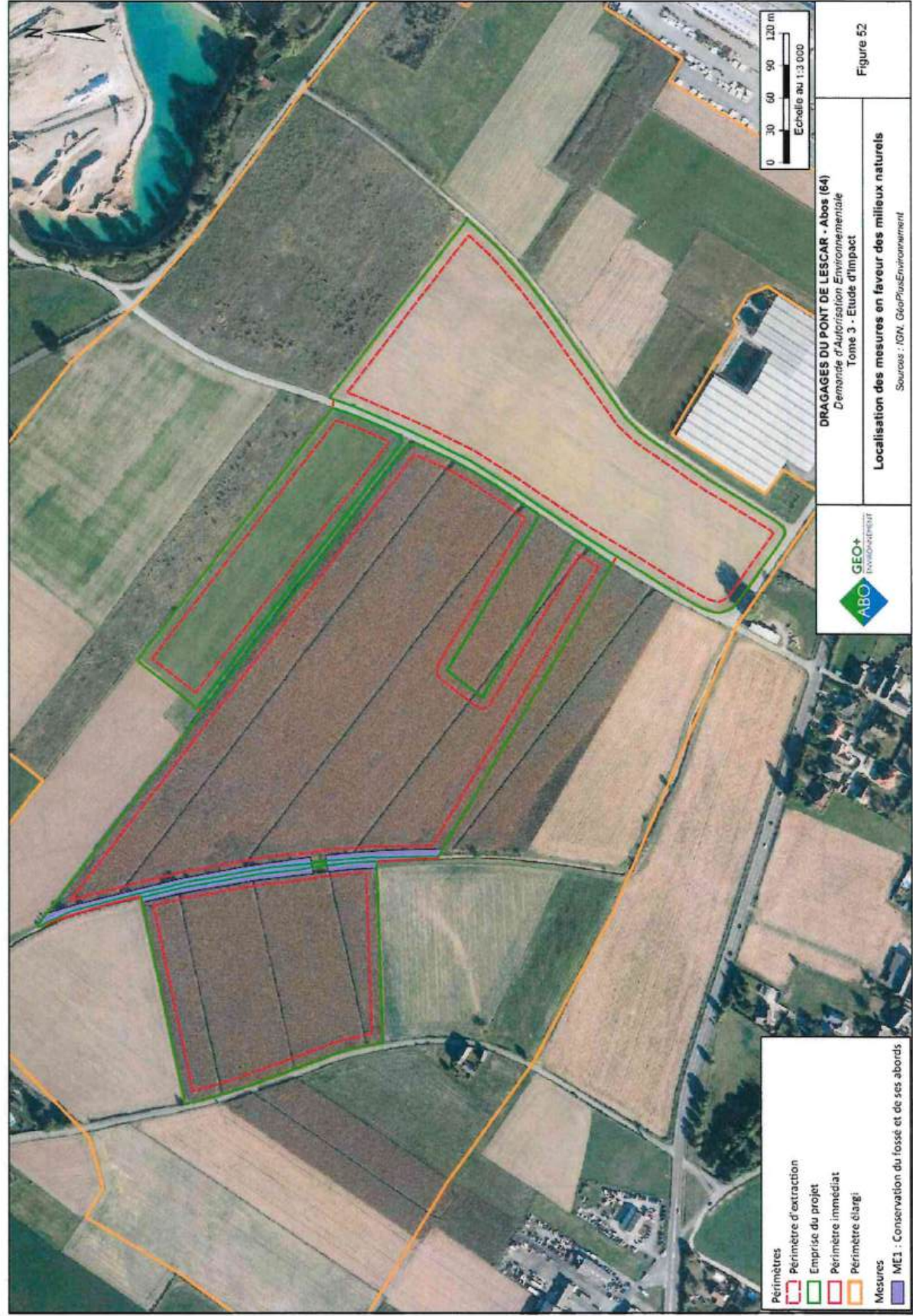




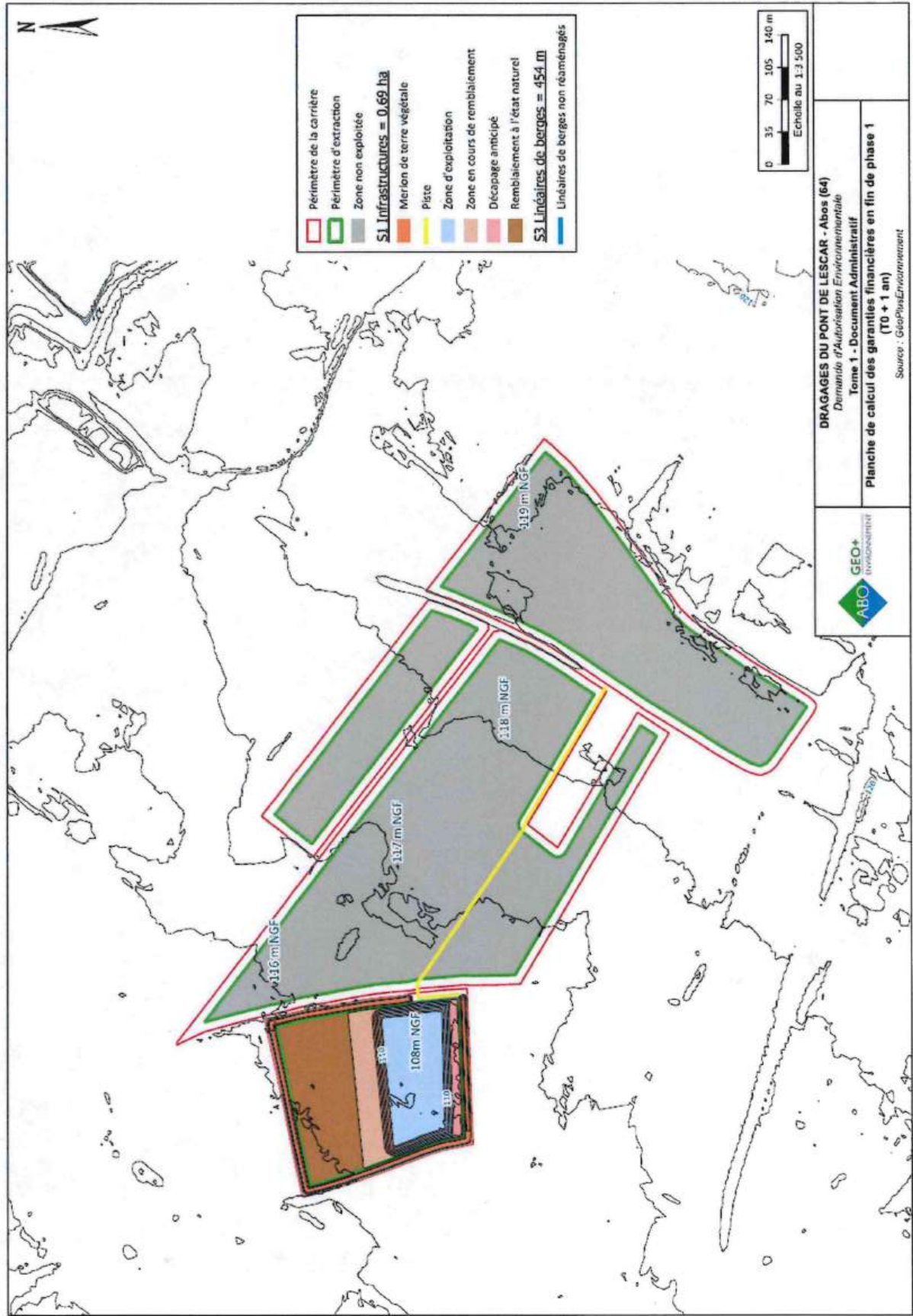


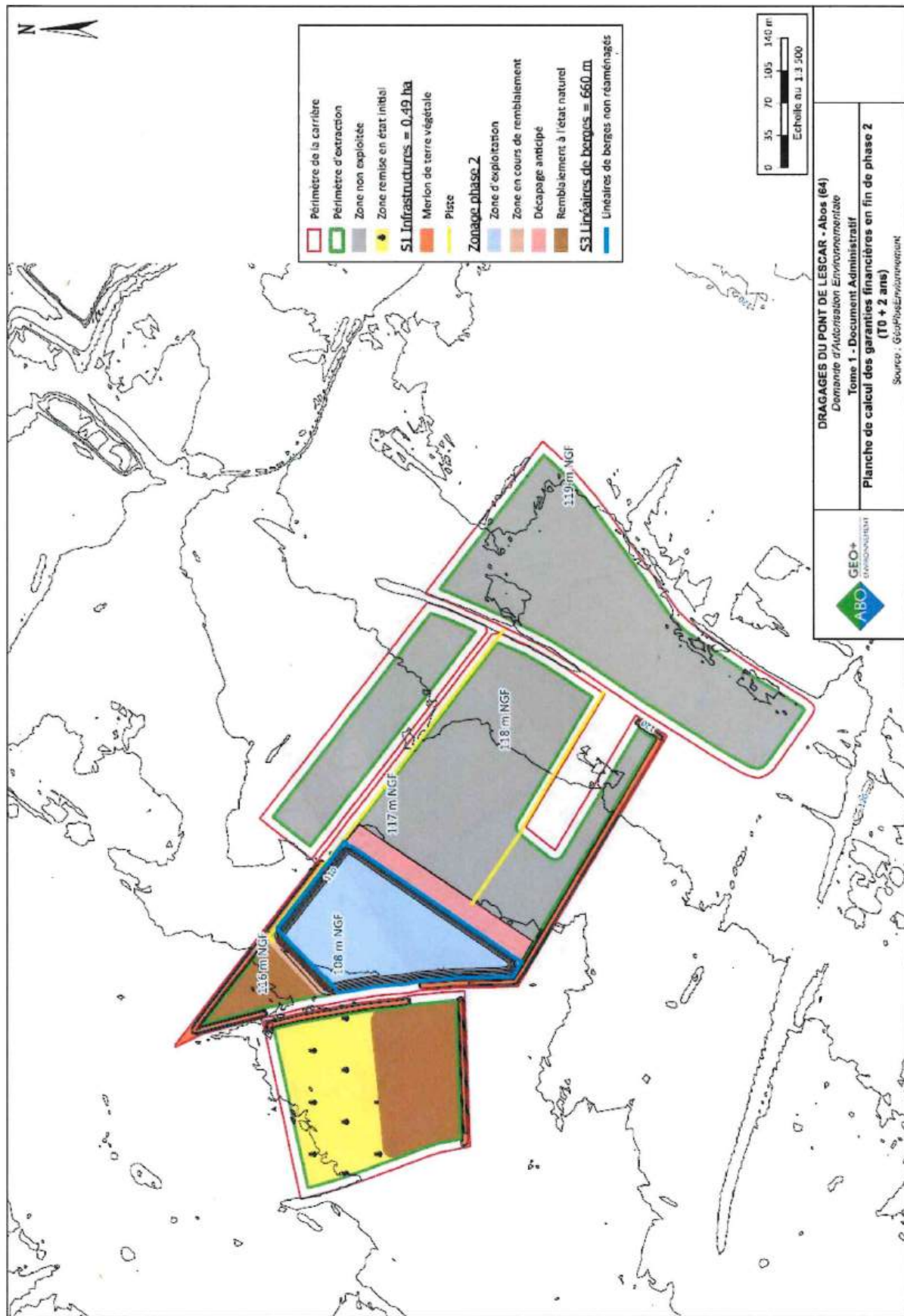
ANNEXE 4 ADAPTATION DU PÉRIMÈTRE D'EXTRACTION

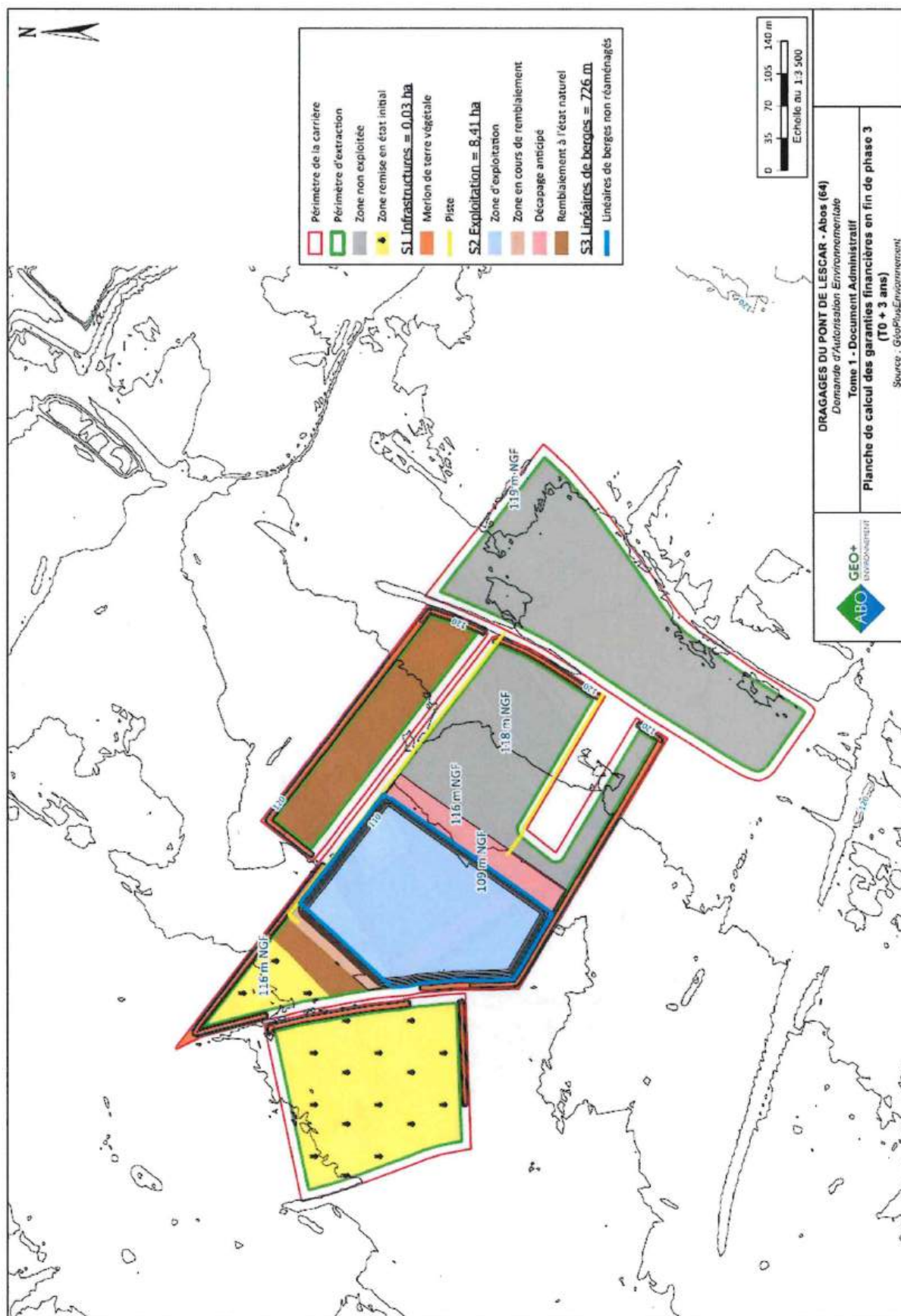


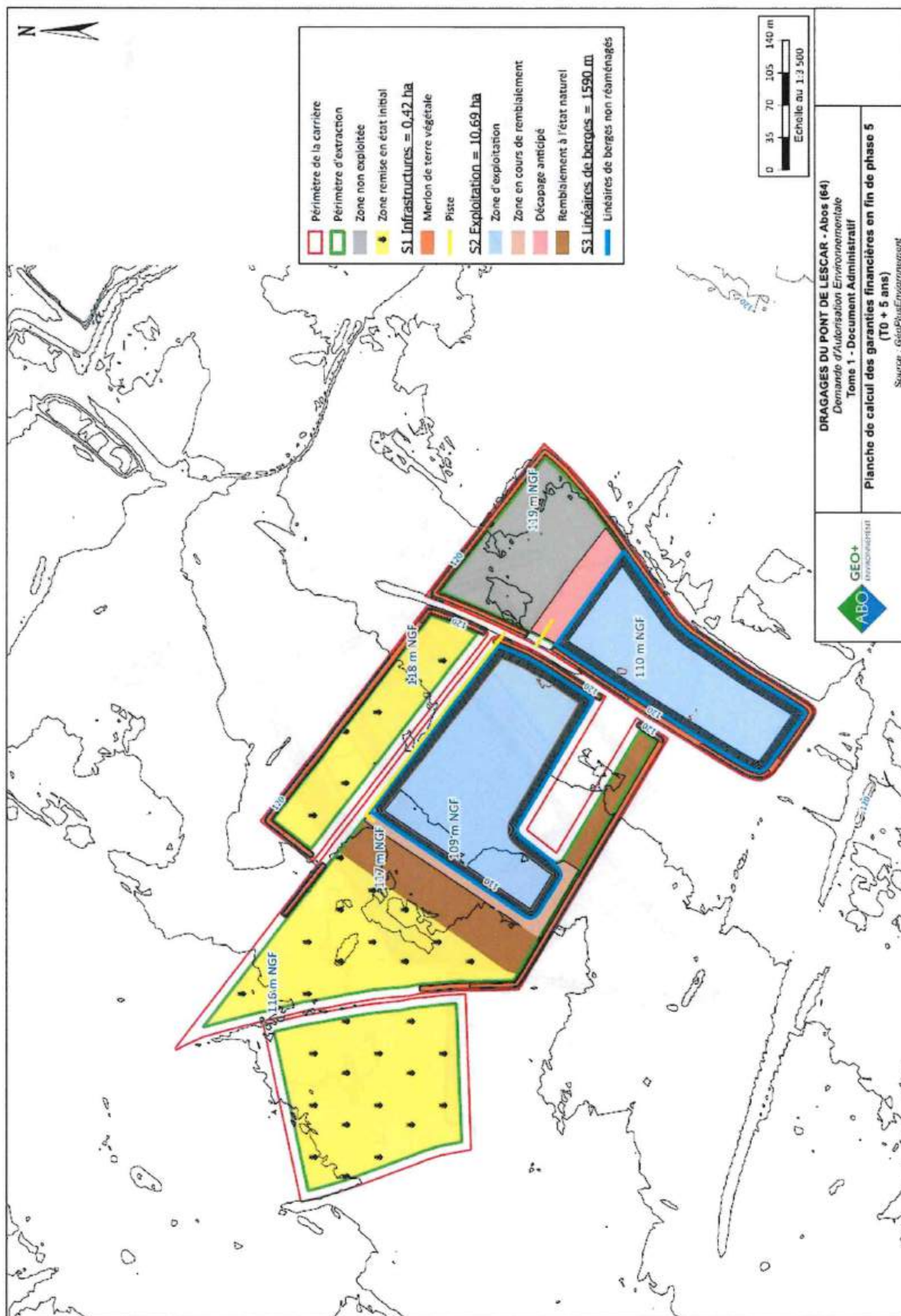


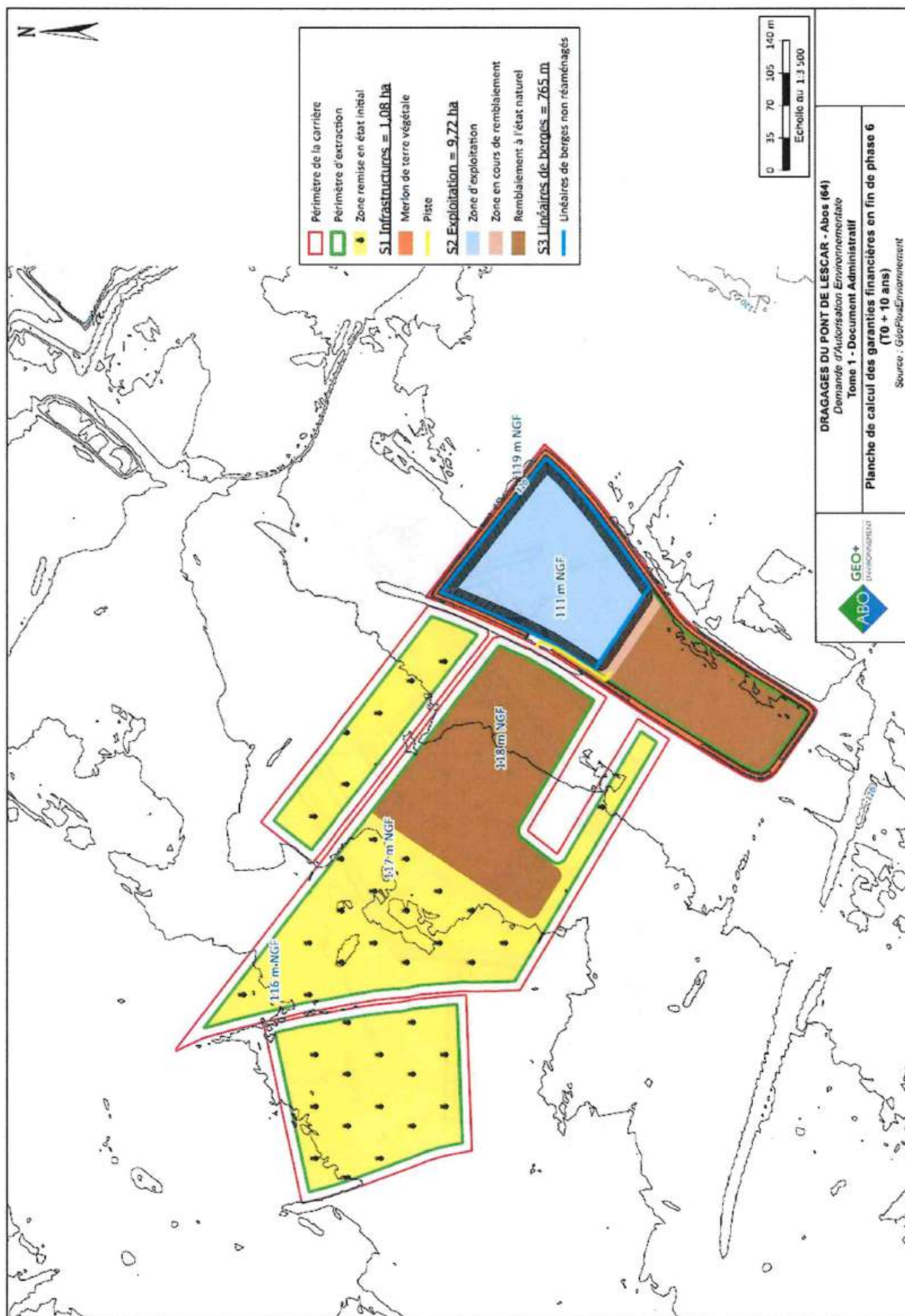


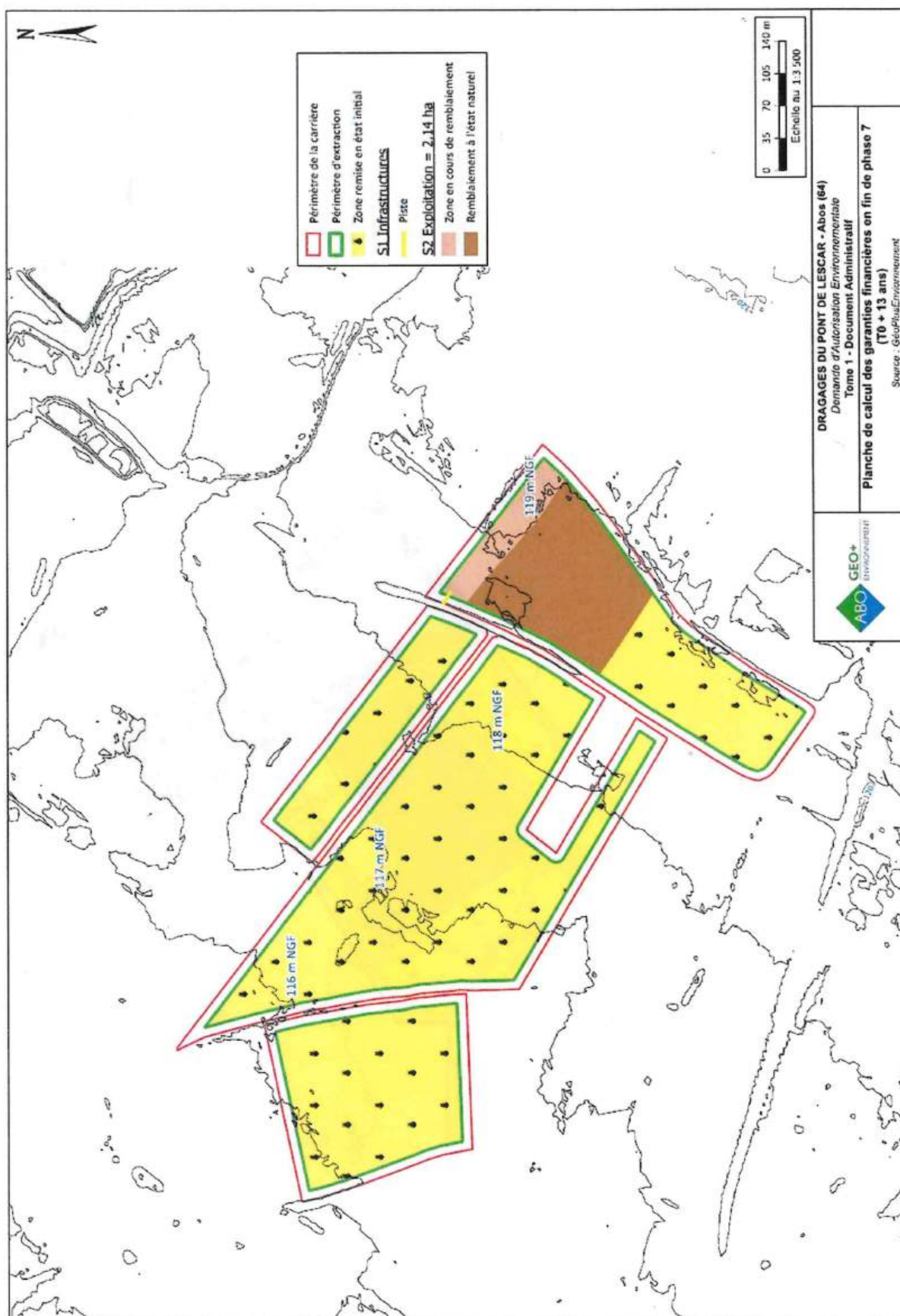












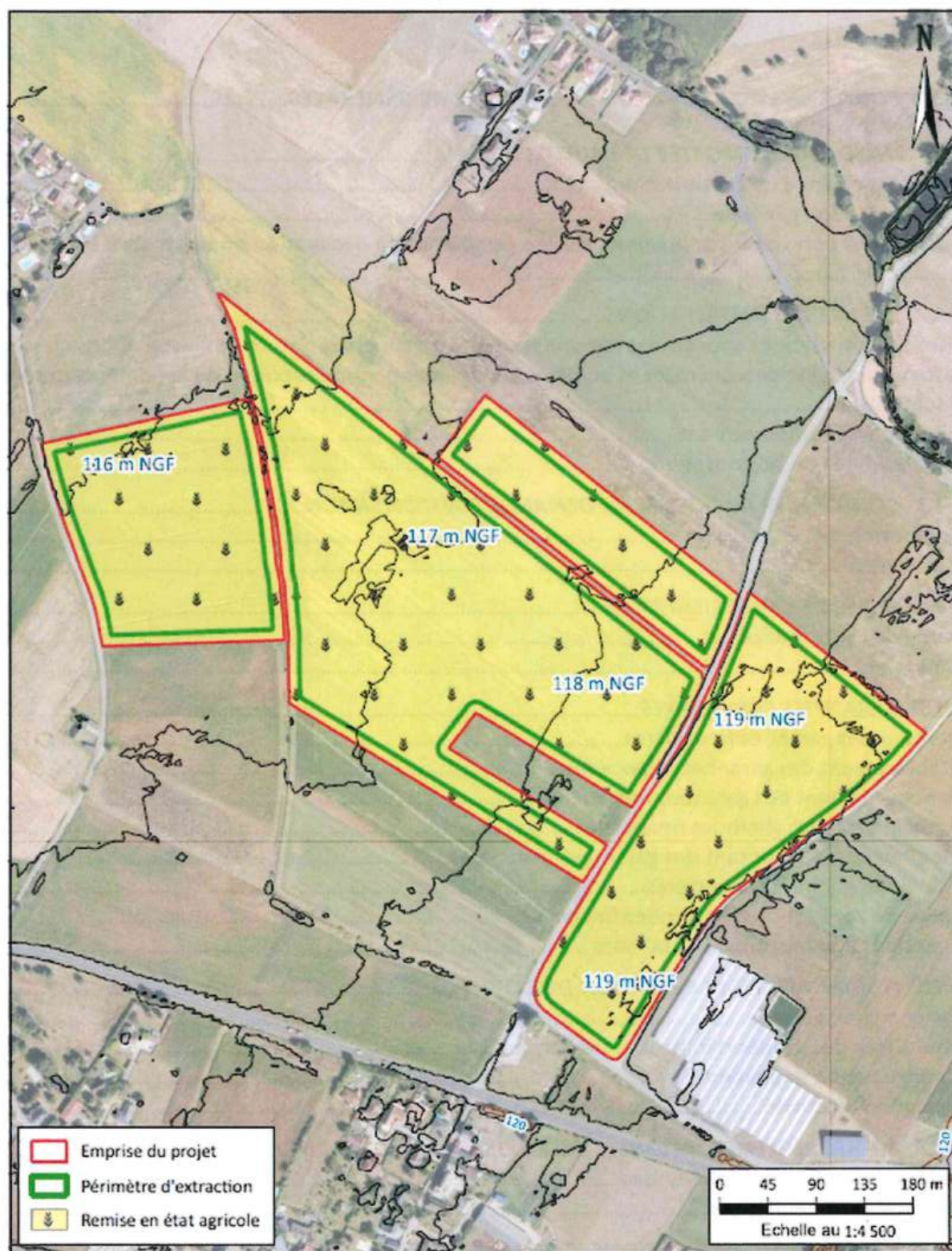


TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
<i>Article 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....</i>	<i>4</i>
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
1.1.2 Réglementation générale.....	4
1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	4
<i>Article 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....</i>	<i>5</i>
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau.....	5
1.2.3 Situation de l'établissement.....	5
1.2.4 Autres limites de l'autorisation.....	6
<i>Article 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....</i>	<i>6</i>
1.3.1 Conformité.....	6
1.3.2 Récolement.....	6
<i>Article 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....</i>	<i>6</i>
1.4.1 Durée de l'autorisation.....	6
1.4.2 Caducité.....	7
<i>Article 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....</i>	<i>7</i>
1.5.1 Montant des garanties financières.....	7
1.5.2 Établissement des garanties financières.....	8
1.5.3 Renouvellement des garanties financières.....	8
1.5.4 Actualisation des garanties financières.....	8
1.5.5 Modification du montant des garanties financières.....	8
1.5.6 Appel des garanties financières.....	9
1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières.....	9
1.5.8 Sanctions administratives et pénales.....	9
<i>Article 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....</i>	<i>9</i>
1.6.1 Porter à connaissance.....	9
1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	10
1.6.3 Changement d'exploitant.....	10
1.6.4 Cessation d'activité.....	10
<i>Article 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....</i>	<i>10</i>
1.7.1 Redevance archéologie préventive.....	10
1.7.2 Diagnostic archéologique.....	10
<i>Article 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</i>	<i>11</i>
1.8.1 Contrôles et analyses.....	11
1.8.2 Comité de suivi de l'environnement.....	11
<i>Article 1.9 SANCTIONS.....</i>	<i>11</i>
1.9.1 Mesures et sanctions.....	11
ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE.....	11
<i>Article 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS.....</i>	<i>11</i>

2.1.1 Objectifs généraux.....	11
2.1.2 Moyen de communication.....	12
2.1.3 Aménagements préliminaires.....	12
2.1.4 Mise en service de la carrière.....	12
2.1.5 Dispositions d'exploitation.....	12
2.1.6 Fonctionnement de la carrière.....	13
2.1.7 Évacuation des matériaux.....	15
2.1.8 Consignes et plans d'exploitation.....	15
Article 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT.....	17
2.2.1 Intégration dans le paysage.....	17
Article 2.3 REMISE EN ÉTAT.....	17
2.3.1 Conditions de remise en état.....	17
2.3.2 Reconstitution agronomique des sols.....	18
Article 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE.....	18
2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP).....	18
Article 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	18
2.5.1 Déclaration et rapport.....	18
Article 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	19
2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	19
Article 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	19
2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	19
ARTICLE 3 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION.....	20
Article 3.1 Mesures d'évitement de réduction et de compensation.....	20
3.1.1 Suivi et gestion de l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation.....	20
3.1.2 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.....	20
3.1.3 Mesures d'évitement.....	20
3.1.4 Mesures de réduction.....	21
3.1.5 Mesures de compensation.....	22
3.1.6 Mesures de suivi.....	22
3.1.7 Prévention de l'apparition et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes.....	22
3.1.8 Lutte anti-vectorielle.....	23
ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES.....	23
Article 4.1 GÉNÉRALITÉS.....	23
4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords.....	23
4.1.2 Contrôle des accès.....	23
4.1.3 Circulation dans l'établissement.....	23
Article 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	24
4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	24
4.2.2 Les plans et signalétiques.....	24
Article 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	24
4.3.1 Installations électriques.....	24
4.3.2 Gestion des crues.....	24
Article 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	24
4.4.1 Rétentions et confinement.....	24
4.4.2 Tuyauteries et fluides.....	25

4.4.3 Pollution accidentelle des eaux.....	25
<i>Article 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....</i>	<i>25</i>
4.5.1 Travaux.....	25
ARTICLE 5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	26
<i>Article 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....</i>	<i>26</i>
5.1.1 Prévention de la pollution atmosphérique.....	26
5.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières.....	26
5.1.3 Optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de double flux.....	26
<i>Article 5.2 REJETS A L'ATMOSPHÈRE.....</i>	<i>26</i>
5.2.1 Mise en œuvre des contrôles.....	26
5.2.2 Retombées de poussières dans l'environnement.....	27
ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	28
<i>Article 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....</i>	<i>28</i>
6.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	28
<i>Article 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX.....</i>	<i>29</i>
6.2.1 Identification des effluents.....	29
6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	29
6.2.3 Localisation du point de rejet.....	29
6.2.4 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	29
6.2.5 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction.....	29
6.2.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	29
6.2.7 Contrôle de la qualité des eaux des plans d'eau.....	30
6.2.8 Surveillance des eaux souterraines.....	30
6.2.9 Transmission et analyse des résultats.....	31
6.2.10 Gestion des eaux domestiques.....	31
ARTICLE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS.....	32
<i>Article 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</i>	<i>32</i>
7.1.1 Aménagements.....	32
7.1.2 Véhicules et engins.....	32
7.1.3 Appareils de communication.....	32
<i>Article 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....</i>	<i>32</i>
7.2.1 Valeurs limites d'émergence.....	32
7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	33
7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence.....	33
<i>Article 7.3 VIBRATIONS.....</i>	<i>33</i>
7.3.1 Réponse vibratoire.....	33
ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS.....	33
<i>Article 8.1 PRINCIPES DE GESTION.....</i>	<i>33</i>
8.1.1 Dispositions générales.....	33
8.1.2 Séparation des déchets.....	34
8.1.3 Transport.....	34
8.1.4 Suivi des déchets.....	34

ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION.....	34
<i>Article 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....</i>	<i>34</i>
<i>Article 9.2 PUBLICITÉ.....</i>	<i>35</i>
<i>Article 9.3 EXÉCUTION.....</i>	<i>35</i>
ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION.....	36
ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE.....	37
ANNEXE 3 PHASAGE D'EXPLOITATION.....	38
ANNEXE 4 ADAPTATION DU PÉRIMÈTRE D'EXTRACTION.....	45
ANNEXE 5 LOCALISATION DES MESURES EN FAVEUR DES MILIEUX NATURELS.....	46
ANNEXE 6 STATIONS DE MESURES.....	47
ANNEXE 7 PLANS PHASAGES GARANTIES FINANCIÈRES.....	48
ANNEXE 8 SCHÉMA DE LA REMISE EN ÉTAT.....	55